ASSEMBLÉE NATIONALE

25 novembre 2024

ABROGATION DE LA RETRAITE À 64 ANS - (N° 613)

Commission	
Gouvernement	

AMENDEMENT

N° 817

présenté par

M. Gernigon, Mme Colin-Oesterlé, M. Marle, Mme Bellamy, M. Benoit, M. Albertini, M. Alfandari, M. Berrios, M. Bouyx, M. Brard, Mme Firmin Le Bodo, M. Guerin, Mme Gérard, M. Henriot, M. Jolivet, M. Kervran, M. Lam, Mme Le Hénanff, M. Lemaire, Mme Lise Magnier, M. Marcangeli, Mme Mesnard, M. Moulliere, Mme Moutchou, M. Patrier-Leitus, Mme Piron, M. Plassard, M. Portarrieu, Mme Rauch, M. Roseren, Mme Saint-Paul, M. Thiébaud, M. Valletoux et Mme Violland

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE PREMIER, insérer l'article suivant:**

I. – Le premier alinéa du II de l'article L. 161-17 du code de la sécurité sociale est complété par deux phrases ainsi rédigées : « Tout jeune de nationalité française âgé de 18 à 28 ans bénéficie systématiquement, à la majorité s'il réside à l'étranger ou lors de son inscription au registre des Français établis hors de France s'il s'installe à l'étranger dans le cadre d'un emploi, d'un stage, ou d'un volontariat international en entreprise ou en administration, d'une information générale sur le système de retraite par répartition, reprenant les objectifs mentionnés au I de l'article D.161-2-1-8-4 du code de la sécurité sociale. Cette information comporte les règles générales d'acquisition de droits à pension, les dispositifs permettant aux personnes mentionnées à l'article R. 742-1 de cotiser volontairement à l'assurance vieillesse ou d'effectuer des rachats de cotisations au titre de périodes passées en application des articles L. 742-1 à L. 742-3, L. 742-6 et L. 763-1 du code susmentionné et de l'article L. 722-18 du code rural et de la pêche maritime, ainsi que les modalités de prise en compte des activités professionnelles accomplies dans un État de l'Union européenne ou dans un État tiers ayant conclu une convention bilatérale de sécurité sociale avec la France. »

II. – La perte de recettes pour l'État est compensée à due concurrence par la création d'une taxe additionnelle à l'accise sur les tabacs prévue au chapitre IV du titre I^{er} du livre III du code des impositions sur les biens et services.

EXPOSÉ SOMMAIRE

Cet amendement vise à renforcer le droit à l'information des jeunes français qui résident à l'étranger ou qui s'installent temporairement à l'étranger dans le cadre de leurs études, d'un stage, d'un volontariat international en entreprise (VIE) ou en administration (VIA), ou dans tout autre cadre.

Ainsi, par cette information, ce jeune disposera de tous les éléments essentiels et nécessaires sur le système de retraite par répartition, à savoir l'acquisition de droits à pension, les différents dispositifs de cotisation à l'assurance vieillesse, le rachat de trimestres, ainsi que les modalités de prises en compte des activités professionnelles menées à l'étranger.